



UNION EUROPÉENNE

POLITIQUE EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

Politique européenne
de Sécurité et de Défense
1999-2009...

LA PESD @ 10 ANS

EULEX KOSOVO

Mission "État de droit" menée par l'UE au Kosovo

Mise à jour : juillet 2009

EULEX/08

Toile de fond de la mission

La mission "État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO) est la plus grande mission civile jamais déployée au titre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Son objectif central est d'assister et de soutenir les autorités du Kosovo dans les domaines liés à l'État de droit, en particulier la police, la justice et les douanes. La mission a été lancée par le Conseil de l'UE le 16 février 2008. Elle a atteint sa capacité opérationnelle initiale au début du mois de décembre 2008 et sa pleine capacité opérationnelle le 6 avril 2009. La mission met en œuvre son mandat dans l'ensemble du Kosovo.



EULEX KOSOVO ne remplace pas la mission précédente des Nations unies au Kosovo (MINUK), mais s'emploie plutôt à soutenir, encadrer, suivre et conseiller les autorités locales dans l'exercice de leurs responsabilités exécutives dans certains domaines de compétence bien précis.

FAITS ET CHIFFRES

Lieu de la mission : Kosovo
Quartier général : Pristina
Chef de mission : Yves de KERMABON
Effectifs : actuellement 1710 membres internationaux et 925 membres locaux
Budget : EUR 265 millions (jusqu'au 14 juin 2010)
États contributeurs : la plupart des États membres de l'UE plus la Norvège, la Suisse, la Turquie, la Croatie, le Canada et les États-Unis. D'autres États pourraient se joindre à eux.



www.consilium.europa.eu/eulex-kosovo

Mandat et objectifs

EULEX KOSOVO a pour objectif d'aider les autorités du Kosovo en les suivant, les encadrant et les conseillant dans tous les domaines liés à l'État de droit, en particulier dans les domaines de la police, de la justice, des douanes et des services pénitentiaires. En d'autres termes, la mission aidera les institutions du Kosovo, les autorités judiciaires et les

organismes chargés de l'application des lois à progresser sur la voie de la viabilité et de la responsabilisation et à poursuivre la mise sur pied et le renforcement d'un système judiciaire multiethnique indépendant, ainsi que de services de police et de douane multiethniques. Les principales priorités de la mission consistent à répondre aux préoccupations immédiates en matière de protection des minorités et de lutte contre la corruption et la criminalité organisée.

La mission est conçue comme un effort mené conjointement avec les autorités locales, conformément au principe de la maîtrise locale du processus, en vue de faciliter la mise en place, au Kosovo, d'un système judiciaire et administratif viable, reposant sur l'État de droit et les normes européennes. Néanmoins, EULEX KOSOVO a quelques compétences d'exécution dans le secteur général de l'État de droit, notamment en ce qui concerne les enquêtes et les poursuites pour les infractions graves et sensibles.

La mission, qui dispose d'une capacité maximale autorisée de 1950 policiers, juges, procureurs et agents des douanes internationaux et de 1200 agents locaux, est déployée dans tout le Kosovo et travaille dans le cadre général de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies. Elle est établie au quartier général de Pristina et dans les régions ; certains de ses agents sont intégrés dans les services judiciaires et de police et au sein de brigades mobiles des douanes situés au Kosovo, conformément au principe de regroupement.

"EULEX KOSOVO aide les institutions du Kosovo, les autorités judiciaires et les organismes chargés de l'application des lois à progresser sur la voie de la viabilité et de la responsabilisation et à poursuivre la mise sur pied et le renforcement d'un système judiciaire multiethnique indépendant, ainsi que de services de police et de douane multiethniques, de manière à ce que ces institutions soient libres de toute interférence politique et s'alignent sur les normes reconnues au niveau international et sur les bonnes pratiques européennes..."

ACTION COMMUNE 2008/124/PESC DU CONSEIL du 4 février 2008 relative à la mission "État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO

Prochaines étapes

Le mandat initial de la mission est en vigueur jusqu'au 14 juin 2010. Toutefois, il est prévu que la mission s'achèvera lorsque les autorités du Kosovo auront acquis une expérience suffisante pour garantir l'État de droit à tous les membres de la société.



La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) de l'Union européenne inclut la définition progressive d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. La PESD permet à l'Union de développer ses capacités civiles et militaires de gestion des crises et de prévention des conflits à l'échelle internationale. Elle contribue ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationale, conformément à la charte des Nations unies. La PESD comprend une importante composante "prévention des conflits".

Basée à Bruxelles, la capacité civile de planification et de conduite (CPCC) est la structure permanente chargée d'assurer de façon autonome la conduite opérationnelle des opérations civiles menées au titre de la PESD. Placée sous le contrôle politique et la direction stratégique du Comité politique et de sécurité, et sous l'autorité générale du Haut Représentant, la CPCC assure la planification et la conduite effectives des opérations civiles de gestion de crises relevant de la PESD, ainsi que la mise en œuvre appropriée de l'ensemble des tâches liées aux missions.

D'autres informations et documents de référence figurent à l'adresse
www.consilium.europa.eu/pesd